

# Portrait «Genève doit trouver son modèle de développement durable»

*Responsable du dossier «développement durable» à la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève, Nathalie Hardyn, directrice adjointe, a pu constater la nécessité d'une nouvelle dynamique dans ce domaine à Genève. Rencontre.*

## **Affaires Publiques: Nathalie Hardyn, comment mettre un terme à la guerre des transports?**

Nathalie Hardyn: Je préside le Groupement Transports et Economie et à ce titre je défends les intérêts des entrepreneurs et des commerçants. Pour mettre un terme à la guerre des transports, il faut construire de nouvelles infrastructures, par exemple la traversée du lac, pour décharger le centre-ville. Cela faciliterait le développement des transports publics et désamorcerait les conflits entre usagers. Malheureusement les autorités tant cantonales que municipales mettent la charrue avant les bœufs, car elles commencent par restreindre la circulation avant de mettre en place les itinéraires de substitution. Résultat: une aggravation des embouteillages et une détérioration de la mobilité pour tout le monde. Le pragmatisme doit prendre le pas sur la politique à courte vue.

## **A. P.: La mobilité douce est-elle suffisamment prise au sérieux par les autorités genevoises?**

N. H.: Oui, une loi a été votée. Des pistes cyclables se construisent et les trottoirs s'élargissent pour les piétons. Mais ne rêvons pas, la mobilité douce demeurera un moyen de déplacement

marginal: la Confédération estime son potentiel maximum à 5% de l'ensemble des prestations de transports d'ici 2030. Nous devons trouver le moyen de faire coexister tous les moyens de déplacement et non attiser le combat entre automobiles, transports publics, piétons et cyclistes.

## **A. P.: Quelles sont les avancées notables de ces dernières années?**

N. H.: Les associations économiques lémaniques, dont la CCIG, ont entrepris un intense lobbying pour faire comprendre au reste de la Suisse l'importance de rattraper le retard pris par notre région en matière d'infrastructures ferroviaires et routières. Les autorités cantonales genevoises et vaudoises ont aussi fait alliance. La collaboration avec les milieux économiques est bonne sur ces dossiers fédéraux. L'extension de la gare de Cornavin ainsi que l'amélioration de la liaison autoroutière entre Genève et Lausanne sont à bout touchant. Une attitude proactive par rapport à la Confédération est vraiment indispensable.

## **A. P.: Justement, les Genevois ne doivent-ils pas mieux se faire entendre à Berne?**

N. H.: Oui, et cela s'améliore. Mais

une des difficultés réside dans la désunion de la délégation parlementaire genevoise dès que l'on parle de routes. Une Genferrei que je déplore.

## **A. P.: La hausse du trafic contribue à une concentration des particules fines, comment remédier à ce mal?**

N. H.: Les émissions dues au trafic motorisé ont considérablement baissé ces dernières années. Grâce aux renforcements successifs des valeurs limites, pour nombre de polluants, les valeurs actuelles ne sont plus qu'une fraction de ce qu'elles étaient en 1990, par exemple pour le monoxyde de carbone et les hydrocarbures. Les émissions de CO<sub>2</sub> baissent aussi d'année en année. L'entrée en vigueur prochaine de la norme Euro 6 améliorera encore davantage la situation. La valeur limite des émissions d'oxyde d'azote (NOx) des véhicules diesel devra diminuer de 56%. Quant aux particules fines, la généralisation des filtres à particules pour les véhicules diesel sera très positive. Un filtre peut retenir jusqu'à 99% des suies de diesel des gaz d'échappement. Laissons du temps au temps. Cette obligation ne date que de septembre 2009. Enfin, rappelons que les PM10 sont dues à de nombreuses autres sources: le trafic routier est



### Bio express

Nathalie Hardyn a rejoint la Chambre de commerce, d'industrie et des services (CCIG) en 2001; elle en est la directrice adjointe. Sa mission principale est de défendre les intérêts des entreprises dans les domaines des transports routiers et ferroviaires (elle préside le Groupement Transports et Economie), de l'énergie, de l'environnement et du développement durable. Elle assume aussi à la CCIG la responsabilité des ressources humaines, de la gestion du bâtiment et de l'informatique. Elle a débuté sa carrière professionnelle à Berne, à la Chancellerie d'Etat et à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. Elle a ensuite travaillé au Credit Suisse puis à la Société pour le développement de l'économie suisse à Genève. Elle est mère d'une fille de 14 ans.

responsable de 35% des émissions de PM10 à Genève, à peine plus que la construction. La lutte contre les PM10 doit donc être de nature globale et ne pas se focaliser uniquement sur le trafic routier pour des motifs politiques.

**A. P.: On vous sait très attachée à l'encouragement du développement durable, quelle est votre vision?**

N. H.: Je fais partie du Conseil du développement durable, mis sur pied par le canton, depuis 2001, pour y porter la voix des entreprises. Au début, nous avons procédé à des actions de sensibilisation en éditant notamment le «Guide PME et développement durable». Il y avait alors un véritable besoin d'information. Aujourd'hui, ce qui est essentiel, c'est de permettre aux entreprises de se rencontrer afin d'échanger leurs expériences. La CCIG a répondu à ce besoin en 2011 en créant les Rencontres (trimestrielles) du management durable. Grâce à notre collaboration avec la Haute école de gestion de Genève (HEG) et le service cantonal du développement durable ainsi qu'à la participation d'entreprises de renom comme Nestlé, Piaget, Caran

d'Ache, ces rencontres sont un énorme succès. Pourquoi la HEG? Car elle a mis sur pied un DAS en management durable que la CCIG soutient financièrement depuis son origine.

**A. P.: Avez-vous constaté des changements en matière de développement durable ?**

N. H.: Oui, en dix ans, la sensibilité des entreprises, entre autres, a considérablement évolué. Aujourd'hui, la loi sur l'agenda 21, qui guide l'action des pouvoirs publics en matière de développement durable, doit à son tour évoluer. Le canton doit s'interroger sur sa stratégie et, pourquoi pas?, fixer des objectifs concrets et mesurables à son action? Genève se doit de trouver son modèle de développement durable.

**A. P.: Etes-vous optimiste quant à l'avenir du canton de Genève?**

N. H.: Je suis fondamentalement optimiste. Genève est l'un des cantons les plus dynamiques de Suisse. Mais il faut mener une politique volontariste qu'il s'agisse de circulation, logement, finances publiques ou de sécurité. Il y a donc du travail pour faire rayonner Genève, mais nous avons les atouts pour y parvenir et redonner aux Genevois un avenir serein. ■

Fabio Bonavita